

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/123

6 mai 2002

(02-2538)

Organe de règlement des différends
17 avril 2002

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 17 avril 2002

Président: M. Carlos Pérez del Castillo (Uruguay)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD.....	2
a) États-Unis - Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/18/Add.3).	2
b) États-Unis - Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/S136/14/Add.3 - WT/DS162/17/Add.3).	2
2. Mexique - Mesures visant les services de télécommunication.....	3
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis (WT/DS204/3)	3
3. Argentine - Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil	5
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS241/3)	5
4. États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon	6
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon (WT/DS244/4)	6
5. États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée	6
a) Déclaration de la Corée concernant un délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD	6

Avant que l'ordre du jour ne soit adopté, l'Inde a rappelé qu'elle avait demandé, le 4 avril 2002, que le point concernant l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dans l'affaire "Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde" soit inscrit à l'ordre du jour de l'ORD. Ultérieurement, un échange de communications sur cette question entre les CE et l'Inde avait eu lieu. À la lumière de cet échange, conformément à la règle 6 du Règlement intérieur des réunions du Conseil général et de l'ORD, l'Inde souhaitait modifier l'ordre du jour proposé, distribué sous la cote WT/DSB/W/190, et a demandé que le point relatif à l'affaire mentionnée en soit retiré.

L'ORD en est ainsi convenu.

1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD

- a) États-Unis - Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/18/Add.3).
- b) États-Unis - Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/S136/14/Add.3 - WT/DS162/17/Add.3).

1. Le Président a rappelé que l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends disposait que "à moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue". Il a proposé que les deux questions inscrites à ce point de l'ordre du jour qu'il venait de mentionner soient examinées séparément.

- a) États-Unis - Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS160/18/Add.3).

2. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS160/18/Add.3, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.

3. Le représentant des États-Unis a dit que le 4 avril 2002, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté un nouveau rapport de situation concernant ce différend. Comme l'indiquait le rapport, les États-Unis avaient eu des discussions avec les CE en vue de trouver une solution positive et mutuellement acceptable. À la lumière de ces discussions, la procédure d'arbitrage avait été suspendue à la demande conjointe des parties afin de faciliter les efforts visant à parvenir à une solution positive.

4. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE et leurs États membres avaient lu avec intérêt le rapport de situation des États-Unis en vue de faire le point de la mise en œuvre des recommandations et des décisions de l'ORD dans cette affaire et qu'ils avaient constaté que le rapport de situation ne faisait que mentionner les discussions productives qui avaient eu lieu entre les États-Unis et les CE. Comme celles-ci n'avaient pas porté sur la question de la mise en conformité, on ne pouvait qu'en conclure que les États-Unis n'avaient pas progressé en ce qui concerne le respect des obligations qui leur incombaient en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Les CE espéraient qu'à la prochaine réunion les États-Unis se montreraient plus coopératifs et fourniraient davantage de renseignements dans leur rapport de situation.

5. Le représentant de l'Australie a dit que, lors de réunions antérieures, son pays avait exprimé ses préoccupations devant le retard persistant apporté par les États-Unis à mettre en œuvre les décisions concernant cette affaire ainsi que devant le caractère discriminatoire des arrangements proposés en matière de compensation qui, d'après ce que l'Australie comprenait, avaient été convenus entre les États-Unis et les CE. Il souhaitait saisir cette occasion pour faire part une fois encore de ces préoccupations et rappeler que l'Australie comptait bien que tout arrangement de compensation dont il serait convenu entre les deux parties s'appliquerait d'une manière non discriminatoire.

6. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la question à sa réunion ordinaire suivante.

- b) États-Unis - Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.3 - WT/DS162/17/Add.3)

7. Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DS136/14/Add.3 - WT/DS162/17/Add.3 qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire relative à la Loi antidumping des États-Unis de 1916.

8. Le représentant des États-Unis a dit que le 4 avril 2002, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté un nouveau rapport de situation concernant ce différend. Comme l'indiquait le rapport, le 20 décembre 2001, le projet de loi H.R. 3557 avait été soumis au Congrès des États-Unis. Ce projet de loi portait abrogation de la Loi de 1916 et disposait qu'à compter du 26 septembre 2000 aucun jugement ne serait prononcé concernant des actions engagées au titre de cette loi, qui ne serait pas compatible avec la nouvelle législation. Les États-Unis continuaient de collaborer avec le Japon et les CE pour trouver une solution mutuellement satisfaisante à ce différend.

9. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE avaient accepté de demander aux arbitres de suspendre leurs travaux afin de donner au Congrès des États-Unis le temps d'adopter la proposition du Président Thomas visant à abroger la Loi de 1916 et mettre fin aux affaires en cours. Cependant, elles relevaient que le Congrès des États-Unis n'avait pas encore avancé dans l'adoption de cette proposition. Elles étaient préoccupées par le fait que les États-Unis ne se conformaient toujours pas aux décisions et recommandations. Elles comptaient que la proposition d'abroger la Loi de 1916 et de mettre fin aux affaires en cours serait adoptée avant la date convenue par les parties au différend pour la réactivation de la procédure d'arbitrage et que le nouveau juge chargé de l'affaire Iowa, qui concernait deux sociétés européennes, ne déciderait pas de reprendre la procédure.

10. Le représentant du Japon a dit que sa délégation avait pris note du rapport de situation des États-Unis. Comme cela avait été indiqué lors des dernières réunions de l'ORD, l'objectif ultime du Japon était que les États-Unis se conforment rapidement aux décisions et recommandations. Compte tenu du fait qu'ils s'étaient montrés disposés à mettre en œuvre dès que possible les recommandations et décisions de l'ORD, le Japon avait demandé à l'arbitre de suspendre la procédure dans l'affaire considérée. La communication de l'arbitre suspendant la procédure avait été distribuée sous la cote WT/DS162/21. Cependant, la procédure d'arbitrage pouvait être réactivée à la demande de l'une ou l'autre partie après le 30 juin 2002, si aucun progrès notable n'avait été réalisé d'ici là en vue de l'abrogation de la Loi de 1916, laquelle aurait pour effet de régler le différend. Aussi le Japon invitait-il à nouveau instamment les États-Unis à se conformer le plus rapidement possible aux recommandations et décisions de l'ORD.

11. Le représentant du Mexique a dit que son pays avait pris part en tant que tierce partie à ce différend et espérait qu'une solution serait trouvée.

12. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2. Mexique - Mesures visant les services de télécommunication

- a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis (WT/DS204/3)

13. Le Président a rappelé que l'ORD avait examiné la question à sa réunion du 8 mars 2002 et était convenu d'y revenir. Il a appelé l'attention sur la communication des États-Unis reproduite dans le document WT/DS204/3.

14. Le représentant des États-Unis a dit que son pays demandait à nouveau l'établissement d'un groupe spécial pour examiner les mesures mexicaines visant les services de télécommunication de base. Cette demande était motivée par le non-respect par le Mexique de ses engagements au titre de l'AGCS en matière de services de télécommunication transfrontières. Comme les États-Unis l'avaient souligné de manière assez détaillée à la réunion de l'ORD du 8 mai, leur demande portait tout particulièrement sur plusieurs mesures: i) une taxe d'interconnexion transfrontières de 13,5 pour cent non fondée sur les coûts; ii) un mandat exclusif, anticoncurrentiel, de négocier cette taxe, accordé à la compagnie de téléphone dominante du Mexique et iii) l'absence - constitutive de discrimination - d'accès à des lignes louées pour les fournisseurs de services étrangers. Ces mesures, qui étaient en grande partie contenues dans la réglementation mexicaine anticoncurrentielle régissant les communications internationales à grande distance, paraissaient contraires aux articles 1^{er} et 2 du Document de référence, à l'article 5 de l'Annexe sur les télécommunications de l'AGCS et à l'article XVII de l'AGCS. Cette réglementation anticoncurrentielle avait pour effet que les pouvoirs publics donnaient ainsi à la compagnie de téléphone dominante du Mexique un mandat pour la fixation de prix de gros élevés pour les appels téléphoniques en direction du Mexique. Elle avait entraîné des coûts téléphoniques très élevés qui pénalisaient les familles américaines et mexicaines qui voulaient maintenir leurs liens de part et d'autre de la frontière, augmentait le coût des relations d'affaires transfrontières et imposait aux entreprises des États-Unis et du Mexique des coûts inutiles. Les États-Unis déploraient que le Mexique maintienne cette réglementation anticoncurrentielle, qui n'était pas conforme aux mesures positives qu'il avait prises en ouvrant son marché intérieur des télécommunications. La position mexicaine était également contraire au consensus liant les principaux fournisseurs de services de télécommunication du Mexique et des États-Unis, y compris la compagnie de téléphone dominante du Mexique, lequel visait à abroger cette réglementation. Les États-Unis regrettaient que le Mexique ne se soit pas encore attaqué à ces questions et qu'ils doivent de ce fait avoir recours à la procédure du groupe spécial. Néanmoins, comme ils l'avaient indiqué précédemment, ils restaient prêts à avoir d'autres discussions avec le Mexique en vue de résoudre cette question de façon mutuellement acceptable.

15. Le représentant du Mexique a dit que sa délégation avait indiqué, à la réunion de l'ORD du 8 mars, que son pays estimait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis était obscure à de nombreux égards et contenait plusieurs violations des règles, sur le plan des procédures comme du fond. Il a réaffirmé la position du Mexique selon laquelle les États-Unis cherchaient à inventer des violations d'engagements que le Mexique n'avait jamais pris. Ces objections seraient soulevées devant le Groupe spécial. L'intervenant a fait observer que, depuis la première demande de consultations présentée par les États-Unis, le Mexique s'était efforcé de son mieux de répondre à leurs préoccupations, allant même au-delà de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Il croyait savoir que les principales compagnies de téléphone impliquées dans ce différend étaient parvenues à un accord satisfaisant. Aussi était-il surpris que les États-Unis maintiennent leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Il s'agissait là pour le Mexique d'une simple manœuvre de négociation plutôt que d'un véritable différend. Les États-Unis violaient par conséquent l'article 3:2 du Mémoire d'accord qui disposait que "le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral". Ce système ne devait pas être un instrument dont les Membres se serviraient pour aider leurs entreprises à obtenir des conditions plus favorables pour une transaction commerciale particulière, en obligeant d'autres Membres à adopter des mesures pour lesquelles ils n'avaient pas pris d'engagements.

16. Le représentant de l'Australie a dit que son pays considérait que les questions soulevées par ce différend revêtaient une importance fondamentale aussi bien dans le contexte de l'AGCS que pour le secteur des télécommunications. L'Australie étudiait si elle devait ou non prendre part en tant que tierce partie à ce différend.

17. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

18. Les représentants des Communautés européennes, du Canada, de Cuba, du Guatemala, du Japon et du Nicaragua ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

3. Argentine - Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS241/3)

19. Le Président a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 8 mars 2002 et était convenu d'y revenir. Il a appelé l'attention sur la communication du Brésil distribuée sous la cote WT/DS241/3.

20. Le représentant du Brésil a dit que c'était la deuxième fois que son pays demandait l'établissement d'un groupe spécial pour examiner les mesures antidumping définitives appliquées par l'Argentine aux importations de viande de volaille en provenance du Brésil en vertu de la Décision n° 574 du 21 juillet 2000. Comme la situation n'avait pas évolué depuis la réunion de l'ORD du 8 mars, à l'ordre du jour de laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial était inscrite pour la première fois, le Brésil souhaitait renouveler sa demande. Il considérait que les mesures antidumping visées étaient incompatibles avec plusieurs dispositions de l'Accord antidumping et que, par conséquent, elles avaient annulé et compromis les avantages résultant pour le Brésil de cet accord. Il alléguait que les pouvoirs publics argentins avaient violé, au moins, les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 9 et 12 de l'Accord antidumping, l'Annexe 11 du même Accord et l'article VI du GATT de 1994. Ces incompatibilités concernaient: i) la demande d'ouverture d'une enquête présentée par la branche de production nationale; ii) l'ouverture de l'enquête; iii) l'enquête elle-même; iv) la détermination finale positive de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité; et v) l'imposition et le recouvrement de droits antidumping. Ces mesures, qui étaient en vigueur depuis près de deux ans, avaient eu et continuaient d'avoir un effet notable sur les exportations brésiliennes de viande de volaille vers l'Argentine. C'est pourquoi, conformément à l'article XXII du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 17 de l'Accord antidumping, le Brésil demandait l'établissement d'un groupe spécial, doté du mandat type prévu à l'article 7 du Mémoire d'accord, pour examiner la question.

21. Le représentant de l'Argentine a dit que, comme cela avait été indiqué à la réunion de l'ORD du 8 mars, son pays continuait d'estimer que la mesure visée était compatible avec les règles de l'OMC. Cependant, du fait que la demande du Brésil était inscrite à l'ordre du jour pour la deuxième fois, l'Argentine était parfaitement consciente qu'un groupe spécial devrait être établi à la réunion en cours. Elle continuait à espérer qu'il serait possible de trouver une solution mutuellement acceptable à ce différend.

22. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

23. Les représentants des Communautés européennes, du Guatemala, du Paraguay et des États-Unis ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

4. États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Japon (WT/DS244/4)

24. Le Président a appelé l'attention sur la communication du Japon reproduite dans le document WT/DS244/4.

25. Le représentant du Japon a dit que son pays avait demandé l'établissement d'un groupe spécial pour considérer le réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité en provenance du Japon, effectué par les États-Unis. Comme les allégations du Japon figuraient dans sa demande, il ne souhaitait pas les répéter à la réunion en cours. Il a signalé que ces allégations comprenaient, entre autres choses, l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de lois, règlements et procédures administratives des États-Unis, y compris les pratiques et le Bulletin exposant la politique du Département du commerce des États-Unis et leur application aux importations en provenance du Japon. Les États-Unis avaient entrepris automatiquement, sans éléments de preuve suffisants, ce réexamen à l'extinction, fixé des critères d'une rigueur injustifiable pour le retrait de la mesure antidumping et choisi une méthode inappropriée pour le calcul des marges de dumping. Toutes ces initiatives des États-Unis avaient abouti au maintien de la mesure considérée. Dans leur analyse du dommage, les États-Unis avaient fait une évaluation cumulative, sans vérifier si les conditions requises étaient réunies. La consultation qu'avait demandée le Japon en janvier 2002 avait eu lieu le 14 mars 2002. Toutefois, elle n'avait pas permis de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante. C'est pourquoi le Japon demandait qu'un groupe spécial soit établi à la réunion en cours.

26. Le représentant des États-Unis a dit que son pays déplorait que les consultations avec le Japon n'aient pas débouché sur le règlement du différend. Les États-Unis ne pouvaient pas accepter l'établissement d'un groupe spécial à la réunion en cours, car ils étaient en désaccord avec les allégations du Japon concernant la mesure qu'ils avaient prise. En particulier, le Japon invoquait des violations d'obligations qui n'existaient pas. Ainsi, il laissait entendre que l'article 11.3 contenait des prescriptions d'ouverture d'office d'une enquête qui n'y figuraient tout simplement pas. De même, il s'était exprimé en faveur d'un critère *de minimis* qui n'existait pas dans les réexamens à l'extinction et soutenait à tort que la notion de caractère négligeable s'appliquait dans ce type de réexamen. Il se trompait aussi en affirmant qu'une évaluation cumulative n'était pas possible dans un examen à l'extinction. Les autres allégations du Japon concernant l'Accord antidumping et la législation des États-Unis étaient également sans fondement. Les États-Unis estimaient qu'en général, et dans le cas particulier du droit antidumping appliqué à l'acier japonais, leur système de réexamen à l'extinction était entièrement conforme à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping et des autres Accords de l'OMC. Ils étaient convaincus que si un groupe spécial était établi il en conviendrait. Ils invitaient instamment le Japon à reconsidérer son approche de la question.

27. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la question.

5. États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée

a) Déclaration de la Corée concernant un délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD

28. Le représentant de la Corée, parlant au titre du point de l'ordre du jour "Autres questions", a rappelé que les rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial concernant cette affaire avaient été adoptés lors de la réunion de l'ORD du 8 mars. Toutefois, les États-Unis n'avaient pas encore fourni d'indications sur le délai raisonnable dans lequel seraient mises en œuvre les recommandations et

décisions de l'ORD à cet égard. L'intervenant a relevé qu'en vertu de l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends il ne restait que trois jours avant l'expiration du délai de 45 jours pendant lequel les parties devaient convenir d'un délai raisonnable mutuellement acceptable. Il a rappelé qu'à la réunion du 5 avril les États-Unis avaient informé l'ORD de leur intention de mettre en œuvre ses recommandations et décisions concernant cette affaire. Il a fait observer que cette mise en œuvre n'exigeait aucune mesure législative et pouvait se faire par la voie administrative. Par conséquent, le délai raisonnable devrait être aussi court que possible. La Corée espérait que les parties seraient en mesure de convenir d'un délai raisonnable au plus tard le lundi 22 avril 2002, date à laquelle le délai de 45 jours après l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel venait à expiration.

29. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation était surprise que la Corée ait soulevé cette question à la réunion en cours. Elle n'était pas sans savoir que les États-Unis étaient en contact avec elle à ce sujet et feraient connaître leurs réactions dans les jours suivants.

30. L'ORD a pris note des déclarations.
